

FDF et N-VA, même

le soir 21/04/2010

LE CONTEXTE

La périphérie « occupée » ?

Après l'annonce du ministre flamand des Affaires intérieures, Geert Bourgeois (N-VA) qu'il ne nommerait jamais les bourgmestres de Crainhem, Wezembeek et Linkebeek, le président du FDF, Olivier Maingain, a jugé ces pratiques « dignes de l'Occupation allemande ».

Le vice-premier ministre Steven Vanackere (CD&V) et son collègue Guy Vanhengel (Open VLD) ont demandé au MR de prendre ses distances vis-à-vis de ces déclarations. Le président du MR s'est contenté de qualifier la décision du ministre Bourgeois « d'exécration » et « dangereuse ». Olivier Maingain affirme que la N-VA de Bart De Wever veut faire capoter les négociations institutionnelles. D'autres, en Flandre mais pas seulement, rétorquent que le FDF ne vaut pas mieux.

combat ?



Benoît Rihoux

Docteur en sciences politiques de l'UCL, il est professeur à l'Unité de science politique et de relations internationales (SPRI) à Louvain-la-Neuve.



Jean-Benoît Pilet

Docteur en science politique de l'ULB, il est membre du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'université bruxelloise.



PROPOS RECUEILLIS PAR
DOMINIQUE BERNS

WILLIAM BOURTON

Olivier Maingain a-t-il dérapé ?

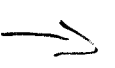
Benoît Rihoux (B. R.). *Je pense que c'est un jeu de communication politique avant tout. De la même manière qu'un ministre N-VA en exercice (Geert Bourgeois) joue le rôle de provocation maximale (en refusant de nommer les trois bourgmestres), le FDF joue son rôle de bouffon dans le même registre.*

À votre estime, il n'y a pas eu « dérapage » dans le chef d'Olivier Maingain ?

B. R. *Non. La formulation est évidemment assez fine... il n'a pas utilisé les mots qu'il ne fallait pas. Il est clair que c'est une formule qui est pensée. Mais enfin, depuis les quarante années que dure le conflit communautaire dans sa phase je dirais « d'arrangements successifs », il y a dû y avoir quelques centaines de petites phrases de ce genre-là...*

Elle tombe à une époque sensible : à la veille d'une négociation cruciale...

B. R. *Il y a un effet de mimétisme entre la*



N-VA et le FDF dans ce genre de périodes charnières. L'un comme l'autre se doivent de jouer le rôle le plus dur possible au niveau minimum de la communication.

Jean-Benoît Pilet (J.-B. P.). Je ne pense pas que cela soit un dérapage au sens où cette expression lui aurait échappé ; il était bien conscient de ce qu'il disait. Simplement, cela procède de la rhétorique du FDF à l'égard de la N-VA et du nationalisme flamand en général, qui est de dépeindre ce nationalisme flamand comme un bloc sinon antidémocratique, tout au moins à la limite en matière de respect des principes démocratiques. Cette tendance, qui existe depuis que le nationalisme flamand a été fortement représenté par le Vlaams Blok, est partagée par d'autres partis francophones. Marcel Cheron, d'Ecolo, avait comparé la N-VA à la Ligue du nord d'Umberto Bossi. Selon cette conception, le nationalisme flamand serait nécessairement de droite, voire de droite radicale. Pourtant, il y a aussi un nationalisme démocratique et même un nationalisme de gauche en Flandre. Et la N-VA n'est pas le Vlaams Blok ni la Ligue du nord italienne.

Pourtant, en refusant de nommer des bourgmestres proposés par des majorités légitimement élues, l'exécutif flamand n'agit-il pas comme une puissance occupante ?

J.-B. P. Le bourgmestre est le premier citoyen de la commune, proposé par le conseil communal aux autorités régionales sur la base du résultat des élections ; mais il est aussi le représentant du pouvoir régional au niveau de la commune. Il a une double mission : d'une part, mener dans la commune une politique qui reflète le choix des urnes ; et d'autre part, veiller, sur le territoire de cette commune, à l'application et au respect des lois régionales et fédérales. Du côté fran-

cophone, on nie cet aspect de représentant du pouvoir régional. Du côté flamand, on nie complètement, en tout cas pour les communes de la périphérie bruxelloise, le fait que le bourgmestre est l'émanation de la volonté populaire locale. D'un côté comme de l'autre, on oublie le caractère dual de la fonction majeure. Olivier Maingain exagère : la comparaison qu'il fait ne s'applique pas au système politique communal tel qu'il existe. Et Geert Bourgeois, le ministre flamand de l'Intérieur (N-VA) nie également un des deux piliers de la fonction majeure. ■

Maingain-De Wever : siamois ?

B. R. Leur thématique centrale – j'allais dire le « fonds de commerce » mais ce serait péjoratif – est le communautaire, cela va de soi. Même si, bien sûr, tant à la N-VA qu'au FDF, il y a des gestionnaires locaux, des gens qui mènent des politiques publiques en général. Mais leur ciment – pour utiliser notre jargon de science politique – est « la question ethnolinguistique », la question communautaire belge. Au-delà de ça, leur histoire est très différente. La N-VA plonge ses racines dans tout un versant du Mouvement flamand, qui est autrement plus puissant que le « mouvement des francophones », qui est plus un mouvement de réaction.

J.-B. P. Ce sont deux partis qui parlent de la même chose, mais de façon différente. Le ressort de leur succès électoral est similaire :


ces deux partis obtiennent des bons résultats électoraux quand la préoccupation institutionnelle est en haut des priorités des électeurs. Dans ce sens-là, ils sont très similaires. Mais ce n'est pas le cas s'agissant du programme poursuivi. Là, on est dans deux options opposées. La N-VA est un mouvement centrifuge, qui veut plus de régionalisation, voire l'indépendance. Le FDF, au contraire, s'est donné, depuis toujours, pour mission de défendre les droits des francophones, afin que la fédéralisation ne se fasse pas sur le dos des francophones de Bruxelles et de la périphérie. Depuis que la Région bruxelloise existe, le FDF défend l'Etat fédéral tel qu'il existe. C'est donc un mouvement défensif, alors que la N-VA est un mouvement offensif.

Comme le fait remarquer Jean-Benoît Pilet, la N-VA est clairement séparatiste, pas le FDF...

B. R. C'est le prolongement logique de cet héritage historique. On a une situation asymétrique en Belgique, dans le sens où il n'y a qu'un seul nationalisme. Il n'y a pas de pendant francophone au nationalisme flamand. Le fait qu'il n'y ait pas deux nationalismes opposés est du reste un des facteurs qui permet au conflit de ne pas trop dégénérer en termes de violence, au-delà du symbolique. Même dans les phases difficiles, comme celle que nous vivons aujourd'hui, j'observe en effet que l'on en reste à un conflit symbolique, un conflit de mots.

On a souvent entendu dire (côté francophone) que, par ses revendications, la N-VA était « le fossoyeur de la Belgique ». Peut-on dire cela du FDF ?

B. R. Par nature, l'un comme l'autre ne sont pas acceptables de l'autre côté du pays. Il s'agit de deux partis qui sont dans une logi-



que identitaire, dans une logique de « fronts », qui valorisent le groupe auquel ils appartiennent et qui portent une image négative de l'autre groupe. Cela dit, la N-VA est un parti nationaliste démocratique : il a un projet nationaliste flamand, qui certes peut être choquant pour beaucoup de francophones en Belgique – et pour une partie des Flamands – mais c'est un parti qui utilise des voies soit parlementaires, soit légales, mais pas des voies violentes pour arriver à son projet – qui est un projet de nation flamande. Comme le FDF. A la différence que le FDF n'a pas de projet de nation francophone. ■

FDF : bonus ou malus pour le MR ?

B. R. Le MR est dans un « trend » négatif. Le paradoxe, c'est que, au nord comme au sud du pays, pour un parti politique, la stratégie la plus payante électoralement est aussi la plus mauvaise pour toute négociation communautaire... Toutes les négociations communautaires en Belgique se sont terminées par un grand compromis nécessairement insatisfaisant et « vers le centre ». Dans la situation actuelle, les partis ont intérêt à se positionner de manière la plus dure possible, pour capter ou recapter un électorat. Dans ces conditions, le FDF rend service au MR – en partie à son corps défendant – en le profilant comme défenseur des francophones.

C'est le côté un peu schizophrène du conflit belge : on a intérêt à être « francophonisime » ou « flamandissime », en sachant pertinemment bien qu'au final, il y aura un arrangement insatisfaisant, dans lequel on aura dû faire marche arrière. Cela en sachant que les fenêtres d'opportunité sont fermées pour faire des ruptures, dès lors qu'il faut un arrangement au niveau fédéral et que les partenaires européens ne sont pas prêts à accepter la scission de la Belgique.

J.-B. P. Si, au moment des élections, il n'y a toujours pas d'accord institutionnel et si le climat est pourri, le FDF apportera un bonus au MR. Par contre, le FDF pourrait être une patate chaude dans les mains de Didier Reynders si on se retrouve dans la même situation qu'en 2005. À l'époque, le FDF n'avait pas voté la réforme du Lambermont que le MR avait, lui, votée. Imaginez qu'un accord institutionnel proposé par Jean-Luc Dehaene soit sur la table, que la frange libérale et centriste du MR le soutienne, mais pas le FDF... Eh bien, je ne pense pas que le MR survivra une deuxième fois.

À supposer qu'il y ait un accord. Or, celui-ci paraît moins probable depuis les dernières déclarations de Bart De Wever et de Geert Bourgeois, qui ont affirmé que « jamais les trois bourgmestres ne seront nommés »...

J.-B. P. Pour évaluer la possibilité d'un accord, il vaut mieux écouter ce que racontent le PS et le CD&V, que la N-VA et le FDF. Je pense qu'on trouvera une solution ponctuelle et alambiquée pour une demi-scission. Mais on n'aura pas encore fini avec BHV ni avec la réforme de l'État ni avec la Belgique – ce qui est plutôt une bonne nouvelle. ■



« Les propos de Maingain sont inacceptables »

BELANG VAN LIMBURG

OLIVIER MAINGAIN : « C'est comme sous l'Occupation lorsqu'on désignait des bourgmestres parce qu'ils étaient les alliés de l'Occupant ! C'est (...) visiblement l'état d'esprit de la N-VA... »

© BELGA

C'est tout. Cela ne représente en somme rien du tout.

Les déclarations d'Olivier Maingain pourraient-elles avoir des conséquences dans le contexte de la négociation communautaire qui s'annonce (pour rappel, un accord est attendu avant la présidence belge de l'Union européenne, qui débute le 1^{er} juillet) ?

D'abord, que des partis comme le FDF ou la N-VA aient des positions plus radicales que les autres en matière communautaire est assez normal : le communautaire, c'est leur fonds de commerce. C'est pour ça que ces partis existent, c'est pour ça que les gens votent pour eux.

Alors, est-ce que cela va rendre une solution plus difficile ? Je ne sais pas... J'ai cru comprendre que Jean-Luc Dehaene (le « démineur » communautaire) essayait de trouver une solution sans avoir besoin du gouvernement flamand. Comment va-t-il le faire ? Si je le savais, je l'aurais déjà écrit dans mon journal. Mais s'il ne veut avoir besoin de l'aide du gouvernement flamand, il aurait besoin de l'aide de la N-VA... et à ce moment-là, ce sera très difficile !

Selon vous, est-il pertinent de comparer la N-VA et le FDF ? Jouent-ils le même jeu ?

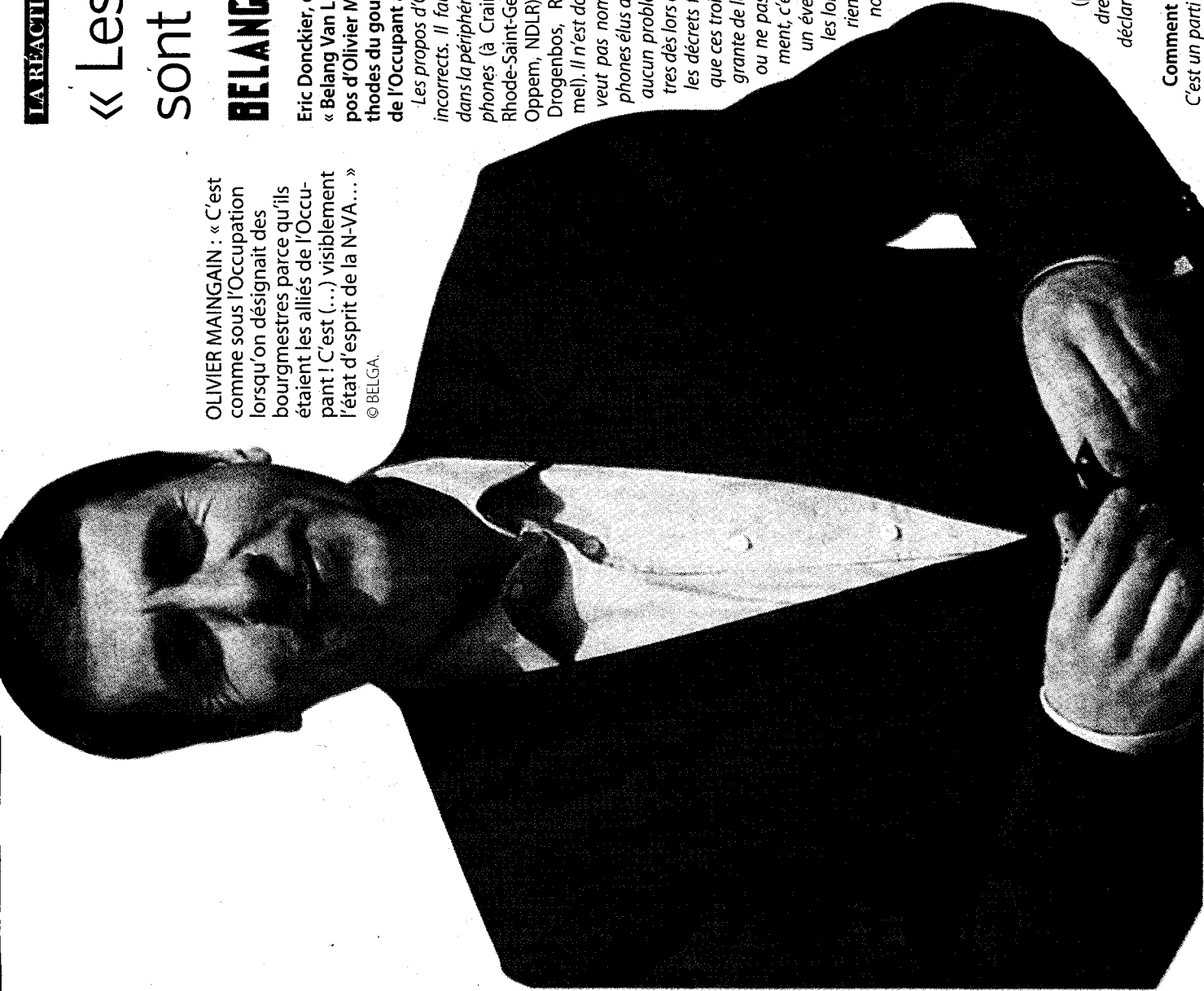
Que veut le FDF ? J'ai l'impression que Didier Reynders et Olivier Maingain jouent un petit jeu, font un pas de deux. Mais au-delà ? Je ne sais pas ce qu'ils veulent... A la N-VA au moins, on sait ce qu'ils veulent : à long terme, ils veulent la scission du pays. ■

Les propos d'Olivier Maingain sont tout à fait incorrects. Il faut tout de même rappeler que dans la périphérie, il y a six bourgmestres francophones (à Crainhem, Drogenbos, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppeem, NDLR) dont trois ont été nommés (à Drogenbos, Rhode-Saint-Genèse et Wemmel). Il n'est donc pas exact de dire que l'on ne veut pas nommer des bourgmestres francophones élus de manière démocratique. Il n'y a aucun problème pour nommer les trois autres dès lors qu'ils respectent les lois belges et les décrets flamands, pour la simple raison que ces trois communes-là font partie intégrante de la Flandre. On peut être d'accord ou ne pas être d'accord, mais en ce moment, c'est comme ça... Et en attendant un éventuel changement, on respecte les lois. Geert Bourgeois ne peut donc rien faire d'autre que ne pas les nommer.

Par ailleurs, nous comparer avec des occupants allemands alors que nous sommes sur notre propre territoire... ce n'est pas seulement incorrect, c'est inacceptable. Je trouve que, comme le CD&V et le VLD le lui ont demandé, Didier Reynders (président du MR) devrait prendre ses distances vis-à-vis de cette déclaration.

Comment percevez-vous le FDF ?

C'est un parti de la bourgeoisie francophone.



Provocations DeMorgen

S e seraient-ils concertés, Geert Bourgeois et Olivier Maingain ? Le premier n'avait aucune raison impérative, légale ou autre, de relancer nos bourgmestres dans une nouvelle ronde de chaises musicales à ce moment précis, à moins qu'il ne cherche à atténuer la frustration causée par le fait que son parti n'a pas encore été invité pour un café chez Jean-Luc Dehaene. Et comme la N-VA a tout intérêt à torpiller aussi vite que possible tout compromis sur le dossier BHV pour provoquer des élections anticipées, il ne faut pas chercher bien loin sa motivation. N'est-ce pas Kris Peeters lui-même qui faisait remarquer il y a un peu plus d'un an que la seule motivation de Marino Keulen pour s'opposer à la nomination des bourgmestres était qu'une pure manœuvre du VLD pour empêcher Peeters de faire progresser le dialogue communautaire ? Ce n'est rien d'autre qu'un rappel, qui ne s'adresse peut-être pas à Peeters cette fois, mais à Dehaene.

Personne ne répond, aussi promptement à la provocation qu'un autre provocateur. La comparaison de Maingain avec l'occupation allemande est tellement outrancière, tellement exagérée qu'elle en devient risible. Maingain semble d'ailleurs avoir oublié que trois autres bourgmestres francophones, qui ont survécu au décret, ont été nommés sans problème par le même infâme gouvernement flamand. Mais c'est encore le jeu électoral qui se joue ici : le MR, en mauvaise posture, risque de perdre un certain nombre de sièges en cas de compromis sur BHV et il est tenté par la crainte d'être écarté de la prochaine coalition. Car le PS, le CDH et Ecolo ont déjà passé un pré-accord visant à emmener la coalition de l'Olivier au niveau fédéral.

16/11/03

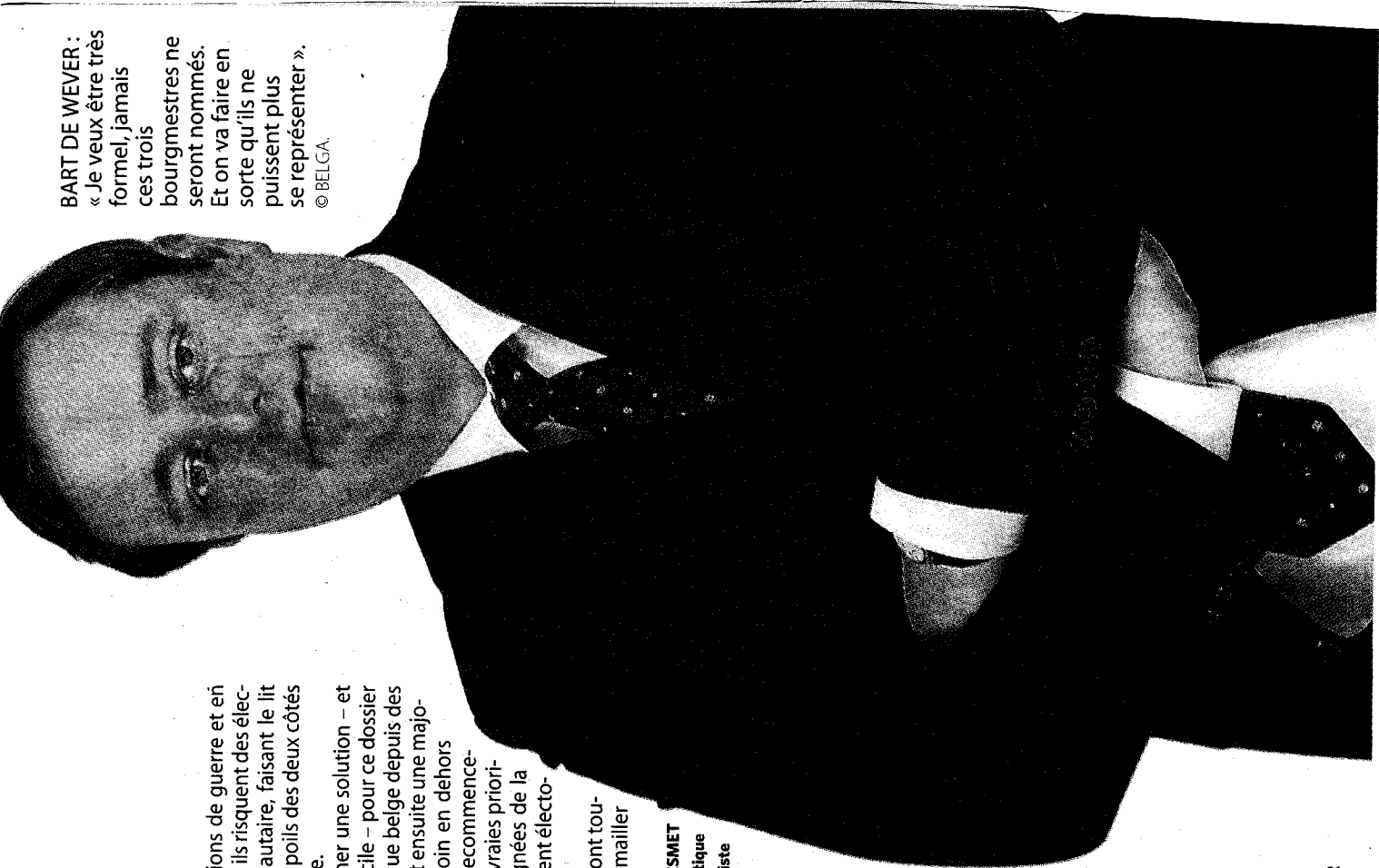
Chat échaudé craint l'eau froide !
C'est au tour des autres partis de réagir : en

répondant à ces déclarations de guerre et en se ruant vers le clash final, ils risquent des élections au niveau communautaire, faisant le lit des provocateurs de tous poils des deux côtés de la frontière linguistique.

Ils peuvent aussi chercher une solution – et l'accouchement sera difficile – pour ce dossier qui empoisonne la politique belge depuis des décennies. Ils chercheront ensuite une majorité pour la voter, au besoin en dehors du gouvernement, et recommenceront à se préoccuper des vraies priorités de ce pays, bien éloignées de la scission d'un arrondissement électoral.

D'ici là, les gosses pourront toujours continuer à se chamailler dans le bac à sable. ■

YVES DESMET
Rédacteur en chef politique
et éditorialiste



BART DE WEVER :
« Je veux être très formel, jamais ces trois bourgmestres ne seront nommés. Et on va faire en sorte qu'ils ne puissent plus se représenter ».

© BELGA